



**Mairie de BEAULIEU-LES-LOCHES**  
**6, place du Maréchal Leclerc de Hautecloque 37600 Beaulieu-Lès-Loches**

# ***COMMUNE DE BEAULIEU-LES-LOCHES***

---

**AMENAGEMENT DE LA RUE DE L'ABBAYE,  
RUE SAINT LAURENT ET RUELLE PANNETIER**

---

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

---



ORDRE DES  
GEOMETRES-EXPERTS

**Maîtrise d'œuvre : Cabinet LACAZE**

**- GEOMETRE EXPERT D.P.L.G. – URBANISTE D.E.S.S. -**

BUREAU PRINCIPAL : 19, rue des Lézards - B.P. 133 – 37601 LOCHES Cedex – Reçoit sur rendez-vous  
Tél. : 02.47.59.05.65 – Fax : 02.47.94.01.45 – E-mail : cabinet-lacaze-loches@orange.fr  
BUREAU SECONDAIRE : 1 bis, route de Chinon – BP 39 – 37800 SAINTE-MAURE-DE-TOURAINES – Tél. : 02.47.65.52.92

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>4</b>
1-1 OBJET DU MARCHÉ – DOMICILE DU TITULAIRE .....	4
1-2 DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS .....	4
1-3 TRAVAUX INTERESSANT LA DÉFENSE – OBLIGATION DE DISCRETION .....	4
1-4 CONTRÔLE DES PRIX DE REVIENT .....	4
1-5 ORDRES DE SERVICE .....	4
1-6 MANDATAIRE DU MAÎTRE D'OUVRAGE .....	4
1-7 CONDUITE D'OPÉRATION .....	4
1-8 MAÎTRISE D'ŒUVRE .....	5
1-9 CONTRÔLE TECHNIQUE .....	5
1-10 COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS .....	5
<b>ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ OU DES MARCHES.....</b>	<b>5</b>
2-1 PIÈCES PARTICULIÈRES .....	5
2-2 PIÈCES GÉNÉRALES .....	5
<b>ARTICLE 3 – PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES – VARIATIONS DES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>5</b>
3-1 RÉPARTITION DES PAIEMENTS .....	5
3-2 TRANCHE(S) CONDITIONNELLE(S).....	5
3-3 CONTENU DES PRIX – MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÈGLEMENT DES COMPTES – TRAVAUX EN RÉGIE .....	6
3-3-1 CONTENU DES PRIX .....	6
3-3-2 MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES.....	6
3-3-3 RÈGLEMENT DES PRIX.....	6
3-3-4 RÈGLEMENT DES TRAVAUX EN RÉGIE .....	6
3-3-5 DÉCOMPTES MENSUELS .....	7
3-3-6 MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	7
3-4 VARIATION DANS LES PRIX .....	7
3-4-1 RÉVISION DES PRIX .....	7
3-4-2 APPLICATION DE LA TAXE À LA VALEUR AJOUTÉE .....	8
3-5 PAIEMENT DES COTRITAIENTS ET DES SOUS- TRITAIENTS .....	8
3-5-1 DÉSIGNATION DES SOUS-TRITAIENTS EN COURS DE MARCHÉ .....	8
3-5-2 MODALITÉS DE PAIEMENT DIRECT.....	8
<b>ARTICLE 4 – DÉLAI(S) D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES.....</b>	<b>9</b>
4-1 DÉLAI(S) D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	9
4-2 PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION.....	9
4-3 PÉNALITÉ POUR RETARD - PRIMES D'AVANCE .....	9
4-3-1 PÉNALITÉ POUR RETARD .....	9
4-3-2 PRIMES D'AVANCE .....	9
4-4 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX .....	9
4-5 DÉLAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION .....	9
4-6 PÉNALITÉS DIVERSES .....	9
4-6-1 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER.....	9
4-6-2 SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS .....	9
4-6-3 AUTRES PÉNALITÉS DIVERSES.....	10
<b>ARTICLE 5 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ .....</b>	<b>10</b>
5-1 CAUTIONNEMENT .....	10
5-2 AVANCE .....	10
5-3 AVANCES SUR MATÉRIELS .....	10
<b>ARTICLE 6 – PROVENANCE, QUALITÉ ET CONTRÔLE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS .....</b>	<b>11</b>
6-1 PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	11
6-2 MISE À DISPOSITION DE CARRIÈRES OU LIEUX D'EMPRUNT.....	11
6-3 CARACTÉRISTIQUES, QUALITÉS, VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	11
6-3-1 CARACTÉRISTIQUES QUALITÉS.....	11

6-3-2 VERIFICATIONS .....	11
6-3-3 ESSAIS.....	11
6-4 PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE. ....	11
<b>ARTICLE 7 – IMPLANTATION DES OUVRAGES.....</b>	<b>12</b>
7-1 PIQUETAGE GENERAL .....	12
7-2 PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES .....	12
<b>ARTICLE 8 – PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>12</b>
8-1 APPLICATION DE LA LOI N° 93/1418 DU 31 DECEMBRE 1993.....	12
8-2 PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX .....	12
8-3 PLAN D'EXECUTION - NOTES DE CALCUL - ETUDES DE DETAIL .....	12
8-4 MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	13
8-4-1 OUVRIERS DE NATIONALITE ETRANGERE.....	13
8-4-2 APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES.....	13
8-5 ORGANISATION – SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS .....	13
8-5-1 MESURES PARTICULIERES.....	13
8-5-2 SIGNALISATION .....	13
<b>ARTICLE 9 – CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>13</b>
9-1 ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX.....	13
9-1-1 - ESSAIS ET CONTROLES.....	13
9-1-2 - ESSAIS ET CONTROLES SUPPLEMENTAIRES .....	14
9-2 RECEPTION .....	14
9-3 PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGE .....	14
9-4 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGE .....	14
9-5 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION .....	14
9-6 DELAI DE GARANTIE.....	14
9-7 ASSURANCES .....	14
9-9 RESILIATION.....	14
<b>ARTICLE 10 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>14</b>

## ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

### **1-1 OBJET DU MARCHÉ – DOMICILE DU TITULAIRE**

Les stipulations du présent cahier des charges administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

***Les travaux consistent à l'aménagement de voirie et de remplacement d'un tronçon d'assainissement eaux usées de la rue de l'Abbaye (R. D. 92), rue Saint Laurent et ruelle Pannetier sur le territoire de la commune de BEAULIEU-LES-LOCHES (Indre-et-Loire).***

Les travaux comprennent essentiellement :

- Les installations de chantier, la mise en place d'une déviation, le panneau d'information, etc.
- L'établissement d'un constat d'huissier avant travaux,
- La mise en place des niveaux et les implantations,
- Les travaux de réseau eaux usées en service,
- La dépose d'une canalisation eaux usées en service,
- La pose d'une nouvelle au même emplacement que l'ancienne canalisation eaux usées,
- La réalisation des réseaux des eaux pluviales et de ses ouvrages afférents,
- L'élargissement des trottoirs en béton désactivé avec pose de pavés,
- La réfection de la chaussée en béton désactivé avec pose de pavés,
- La mise à niveau d'ouvrages concessionnaires,
- La signalisation horizontale et verticale,
- La réalisation des espaces verts et la mise en place de mobiliers urbains,
- Les plans de récolement des réseaux créés et de la nouvelle voirie, le DIUO-DOE, les essais, etc.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

### **1-2 DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS**

Les stipulations correspondantes figurent dans le Règlement de la consultation (R. C.).

### **1-3 TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE – OBLIGATION DE DISCRETION**

SANS OBJET

### **1-4 CONTROLE DES PRIX DE REVIENT**

SANS OBJET

### **1-5 ORDRES DE SERVICE**

Par dérogation à l'article 2.51 du C.C.A.G., les ordres de service seront signés par la personne responsable du marché, sur présentation du maître d'œuvre.

### **1-6 MANDATAIRE DU MAITRE D'OUVRAGE**

SANS OBJET

### **1-7 CONDUITE D'OPERATION**

SANS OBJET

## **1-8 MAITRISE D'ŒUVRE**

Le maître d'œuvre (CABINET LACAZE), qui est chargé d'une mission avec projet comprenant : la conception, l'étude et la direction et la surveillance des travaux jusqu'à la réception par le Maître d'Ouvrage.

## **1-9 CONTROLE TECHNIQUE**

SANS OBJET

## **1-10 COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS**

La coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs n'est toujours pas confiée à ce jour, à un coordinateur SPS par la Maîtrise d'ouvrage. Il faudra également tenir compte des ces exigences.

## ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE OU DES MARCHES

Les pièces constitutives du ou des marchés sont les suivantes par ordre de priorité :

### **2-1 PIECES PARTICULIERES**

- Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'ouvrage fait seul foi ;
- Cahier Des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'ouvrage, fait seul foi ;
- Cahier Des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes (et/ou plans) éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'ouvrage fait seul foi ;
- Bordereau des prix unitaires ;
- Détail Quantitatif Estimatif.

### **2-2 PIECES GENERALES**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3-3-2 :

- Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés publics de travaux ;
- Cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux ;
- Fascicules du Cahiers des Prescriptions Communes (C.P.C.) applicables aux marchés de travaux publics relevant des services du Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie ou des Services du Ministère des Transports, ou des Services du Ministère de l'Agriculture.
- Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) énumérés aux annexes 1 des circulaires publiées au Journal Officiel du Ministère de l'Economie relatives au Cahier des Charges Techniques des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par les annexes 2 à ces circulaires.
- Normes Européennes.

## ARTICLE 3 – PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATIONS DES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

### **3-1 REPARTITION DES PAIEMENTS**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants, l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

### **3-2 TRANCHE(S) CONDITIONNELLE(S)**

Les stipulations correspondantes figurent dans le Règlement de la consultation (R. C.).

### **3-3 CONTENU DES PRIX – MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES – TRAVAUX EN REGLE**

#### **3-3-1 CONTENU DES PRIX**

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis selon les modalités suivantes :

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement,
- en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles : les intempéries, phénomènes naturels, habituels dans la région d'exécution des travaux,
- en tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages,
- si c'est le cas, les prix de chaque lot sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations faisant l'objet du lot, la marge du mandataire, du titulaire ou du cotraitant auquel le lot est assigné, pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations ci-dessus,
- si c'est le cas, les prix afférents au lot assigné au mandataire ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées au 12 de l'article 10 du C.C.A.G.

#### **3-3-2 MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires.

#### **3-3-3 REGLEMENT DES PRIX**

Les ouvrages ou prestations, faisant l'objet du ou des marchés, sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires.

##### **A : Décomptes et acomptes mensuels**

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au Maître d'œuvre un projet d'état navette mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte, faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché.

Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Il y est joint, éventuellement, toutes indications nécessaires touchant aux travaux en régie ou aux approvisionnements.

La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte, notamment pour ce qui est des délais de mandatement visés au 23 de l'article 13.

Le projet d'état navette mensuel établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le Maître d'œuvre, qui le transmet au Maître d'ouvrage. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état d'acompte. Le Maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état d'acompte, le décompte et l'état navette mensuel à utiliser le mois suivant.

##### **B : Décompte final**

Suite à la notification de la décision de réception, le titulaire adresse, après le projet d'état navette mensuel afférent au dernier mois d'exécution, un projet d'état navette final indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées.

Ce projet d'état navette final tient lieu de projet de décompte final, mentionné au C.C.A.G., et produit les mêmes effets que le décompte final.

Le titulaire est lié pour les indications figurant au projet d'état final, sauf sur le point ayant fait l'objet de réserves antérieures de sa part.

Le projet d'état navette final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le Maître d'œuvre, qui le transmet au Maître d'ouvrage. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte final.

Les délais maximums de mandatement des acomptes et du solde sont fixés respectivement à 40 jours

#### **3-3-4 REGLEMENT DES TRAVAUX EN REGIE**

Pour la main- d'œuvre mise à la disposition du Maître d'œuvre par le titulaire

Les salaires majorés de 113%

Les indemnités de panier et de petits déplacements ainsi que les primes de transport majorées de 92 %

Les indemnités de grand déplacement majorées de 7 %

Pour les fournitures, leurs prix d'achat hors taxes majorés de 12 %

Les coefficients majorateurs ci-dessus sont réputés tenir compte des charges accessoires aux salaires, des frais généraux, ainsi que les impôts et taxes autres que la T.V.A.

Pour les locations de matériel déjà présent sur le chantier, les sommes résultant des locations journalières en jours ouvrés seront proposées par les entreprises et négociées avec le Maître d'œuvre : celles-ci pourront établir leur prix à partir des barèmes des loueurs locaux de matériel ou bien à partir de diverses méthodes de détermination des charges d'emploi (la méthode analytique de prix établie par le Service des Etudes Techniques des Routes et Autoroutes, la méthode 86 de la Fédération Nationale des Travaux Publics, etc.)

### **3-3-5 DECOMPTES MENSUELS**

Les projets de décomptes mensuels seront présentés conformément au modèle agréé par le Maître d'ouvrage, le règlement pourra être fait en une seule fois avec l'accord du titulaire.

### **3-3-6 MODALITES DE REGLEMENT**

Les paiements sont effectués dans un délai global de QUARANTE JOURS à compter de la date de réception de la demande de paiement du titulaire par le maître d'œuvre.

Le Maître d'Ouvrage s'engage, en cas de retard résultant de son fait, à régler les intérêts moratoires à l'entreprise qui aura subi un retard de paiement dont la collectivité sera responsable. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

Le Maître d'œuvre s'engage à remettre les situations vérifiées, au Maître d'Ouvrage, au plus tard 13 jours après réception.

Le Maître d'œuvre s'engage, en cas de non-respect du délai de paiement, soit 13 jours, à prendre à sa charge le règlement des intérêts moratoires.

## **3-4 VARIATION DANS LES PRIX**

Les répercussions sur les prix des marchés des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

### **3-4-1 REVISION DES PRIX**

Les prix sont fermes et actualisables.

#### *Mois d'établissement du prix du marché*

Si l'acte d'engagement ne précise pas le mois Mo, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite du jour de remise des offres. Ce mois d'établissement des prix est appelé mois zéro (M°).

#### *Choix de l'index de référence*

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix est l'index national spécifique au lot considéré publié au Bulletin Officiel du Ministère de l'Equipeement, de l'Aménagement du Territoire et des Transports et au Moniteur des Travaux Publics pour l'index et le coefficient B.T., T.P...

#### *Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables*

L'actualisation est effectuée par application au prix de chacun des lots d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = \frac{Id-3}{I_0}$$

dans laquelle I<sub>0</sub> et Id-3 sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois d-3 par l'index de référence I, du marché sous réserve que le mois « d » du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de 3 mois au mois Mo.

Le montant de l'actualisation ainsi que le détail de son calcul doivent être indiqués sur la demande de paiement du titulaire. A défaut, le maître d'ouvrage ne pourra procéder au paiement de cette actualisation.

### **3-4-2 APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE**

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

## **3-5 PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS- TRAITANTS**

### **3-5-1 DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHE**

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par la personne responsable du marché, et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance ; si cet entrepreneur est un cotraitant, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

L'avenant ou l'acte spécial indique :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance,

A savoir :

Les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes, la date (ou le mois) d'établissement des prix, les modalités de révision des prix, les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses, la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 112 du Code des Marchés Publics, le comptable assignataire des paiements, si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer.

### **3-5-2 MODALITES DE PAIEMENT DIRECT**

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie de décompte afférente au lot assigné à ce cotraitant.

Pour les sous-traitants auxquels le marché assigne un lot, la signature du projet de décompte par le titulaire, vaut pour chacun desdits sous-traitants, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie de décompte afférente au lot qui lui est assigné. Le titulaire joint en outre au projet de décompte, en double exemplaire, une attestation par laquelle :

- il indique le montant en prix de base de l'acompte ou du solde qui résulte de la prise en considération du projet de décompte,
- il marque son accord pour que le montant de la somme à verser au sous- traitant soit calculé en appliquant à ce montant les stipulations du marché.

Pour les sous-traitants auxquels le marché n'assigne pas un lot, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné ;

Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.



**4-1 DELAI(S) D'EXECUTION DES TRAVAUX**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement (A.E.).

**4-2 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION**

En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa du 22 de l'article 19 du C.C.A.G. et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, le(s) délai(s) d'exécution est/sont prolongé(s) d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépasse les intensités et durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Gel	- 5°	24 h
Précipitations	100 mm/h	6 mn
Neige	5 cm	24 h
Crue	cote d'alerte	durée de crue

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels:

**Centre Départemental Météorologique de PARCAY MESLAY**

**4-3 PENALITE POUR RETARD - PRIMES D'AVANCE****4-3-1 PENALITE POUR RETARD**

L'entrepreneur subira par jour de retard dans l'avancement des travaux, une pénalité de 100 € H.T.

**4-3-2 PRIMES D'AVANCE**

Il n'est pas prévu de prime d'avance.

**4-4 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution. En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur, après mise en demeure, sans préjudice pénalité journalière de retard (article 4-3 ci-dessus).

**4-5 DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION**

Les plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire conformément à l'article 40 du C.C.A.G., devront être remis au maître d'œuvre au plus tard à la date de notification de la décision de réception des travaux. En cas de retard, il sera fait application des dispositions de l'article 4-3 du C.C.A.P.

**4-6 PENALITES DIVERSES****4-6-1 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER**

Les pénalités sont automatiquement appliquées à l'entrepreneur qui n'assiste pas ou ne se fait pas représenter par un délégué ayant tout pouvoir aux rendez-vous de chantier et de coordination.  
Montants des pénalités :

Absence non excusé préalablement au rendez-vous : 100 € H.T.  
Retard supérieur à 30 min au rendez-vous : 50 € H.T.

**4-6-2 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS**

En cas de non-respect des délais fixés aux articles 8-2 et 8-5 ci-après le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 49.1 du C.C.A.G., une pénalité journalière de retard (article 4-3 ci-dessus).

#### **4-6-3 AUTRES PENALITES DIVERSES**

Dans un délai de 8 jours civils à partir de l'ordre de service, une pénalité journalière de retard (article 4-3 ci-dessus) sera appliquée pour :

- non mise à disposition d'un local bureau,
- non équipement d'une ligne téléphonique,
- non équipement d'un branchement électrique avec prise.

Une pénalité journalière de retard (article 4-3 ci-dessus), pour le non nettoyage des chaussées durant les travaux.

### **ARTICLE 5 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

#### **5-1 CAUTIONNEMENT**

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Par dérogation à l'article 4-2 du CCAG, elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

##### **5-1-2 - Libération de la retenue de garantie**

La retenue de garantie ou la caution en tenant lieu, sera libérée à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement de un an, si l'ouvrage n'a donné lieu à aucune nouvelle réserve pendant ce délai, ou si ces nouvelles réserves ont été levées.

##### **5-1-3- Mise en jeu de la retenue de garantie au profit du Maître de l'Ouvrage**

Conformément à la loi, le Maître d'Ouvrage pourra s'opposer pendant un délai de un an à partir de la réception, auprès du co-signataire ou de la caution, au paiement des sommes consignées ou à la mainlevée de la caution en cas d'inexécution des obligations du titulaire du marché, à savoir :

- la non exécution de travaux par omission ou autre raison,
- les travaux incomplets,
- la non reprise des imperfections,
- le défaut de conformité aux Règlements de Construction et de Sécurité.

#### **5-2 AVANCE**

Une avance sera versée à l'entrepreneur si le montant initial du marché ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois. Son montant en prix de base sera égal à 5% (cinq pour cent) du montant initial du marché au prix de base. Elle sera mandatée dans un délai d'un mois à compter de l'ordre de service ordonnant le commencement des travaux.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du lot atteint 65 % du montant initial du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Dans le cas où le montant prévisionnel des sommes à payer directement à des sous-traitants dépasse le seuil fixé à l'article 87 du CMP, une avance peut lui être versée. Le titulaire transmet immédiatement à la PRM la demande de versement émise par le sous-traitant.

#### **5-3 AVANCES SUR MATERIELS**

Aucune avance sur matériels n'est versée au titulaire.

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

## **6-1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des produits, matériaux et des composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

## **6-2 MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT**

Sans objet

## **6-3 CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS.**

### **6-3-1 CARACTERISTIQUES QUALITES**

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualité des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par un laboratoire ou un organisme de contrôle proposé par le maître d'œuvre.

### **6-3-2 VERIFICATIONS**

Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de fabrications dans les usines, ateliers, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par un laboratoire ou un organisme de contrôle proposé par le maître d'œuvre.

### **6-3-3 ESSAIS**

Le Maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés par application d'un prix de bordereau ou en dépenses,
- S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le Maître d'ouvrage.

## **6-4 PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE**

Sans objet

## ARTICLE 7 – IMPLANTATION DES OUVRAGES

L'entrepreneur doit l'implantation de tous ses ouvrages et fouilles en plan et en altitude à partir des points de référence donnés par le géomètre du maître d'ouvrage. Il doit la vérification de ces points.

### **7-1 PIQUETAGE GENERAL**

L'entrepreneur sera tenu de procéder lui-même et sous sa responsabilité, en présence du maître d'œuvre, au piquetage général des ouvrages. Il devra, pour toutes ces opérations et pour toutes les vérifications que désirerait exécuter le maître d'œuvre, tenir à la disposition de celui-ci le matériel topographique et le personnel qualifié correspondant. Les frais engagés par l'entrepreneur à cette occasion sont censés être implicitement compris dans le prix du marché.

Une visite contradictoire sera organisée avant le début des travaux afin de réaliser en présence d'un représentant du Maître d'ouvrage, d'un représentant de l'entreprise et du Maître d'œuvre, le piquetage des ouvrages à réaliser.

### **7-2 PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES**

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter sera effectué après le piquetage général dans les conditions suivantes :

- par l'entrepreneur conformément à l'article 27-3 du C.C.A.G.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, l'entrepreneur doit dix jours au moins avant le début des travaux prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

## ARTICLE 8 – PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

### **8-1 APPLICATION DE LA LOI N° 93/1418 DU 31 DECEMBRE 1993**

En application de la Loi du 31 décembre 1993, il est précisé que la présente opération fera l'objet de l'intervention d'un Coordinateur de Sécurité et de protection de la Santé.

En conséquence, pour chacun des lots, l'entreprise devra tenir compte dans l'établissement de son forfait de toutes les incidences financières consécutives au respect de cette Loi et aux Décrets 94.159 du 26 décembre 1994 et 95.543 du 4 Mai 1995.

Ainsi qu'à l'Arrêté du 7 mars 1995.

Les articles 8-2 et 8-5 ci-dessous sont notamment concernés et les entreprises devront faire approuver les plannings, les moyens mis en œuvre en matière d'hygiène et de sécurité, par le Coordinateur de Sécurité et de protection de la Santé qui sera désigné par le maître d'ouvrage. La rédaction éventuelle d'un P.P.S.P.S. par l'entrepreneur pour l'opération concernée est comprise dans la présente.

### **8-2 PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX**

Il est fixé une période de préparation de huit (8) jours au cours de laquelle le titulaire est tenu de soumettre au visa du Maître d'œuvre, le programme d'exécution et le planning de réalisation dans le respect des délais définis à l'article 4-1 du C.C.A.P. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant). La réalisation des articles 49 et des D.I.C.T. devra être faite dès la notification du marché.

### **8-3 PLAN D'EXECUTION - NOTES DE CALCUL - ETUDES DE DETAIL**

L'entrepreneur établit d'après les pièces contractuelles les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécutions, note de calculs, études de détail.

L'entrepreneur est chargé des études d'exécution des ouvrages du lot dont il est titulaire.

Les plans, notes de calcul, études de détail et autres documents établis par les soins ou à la diligence de l'entrepreneur sont soumis à l'approbation du maître d'œuvre.

## **8-4 MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL**

### **8-4-1 OUVRIERS DE NATIONALITE ETRANGERE**

La proportion maximale des ouvriers de nationalité étrangère par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

### **8-4-2 APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES**

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

## **8-5 ORGANISATION – SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS**

Le chantier, en cas d'entreprises conjointes ou dans l'hypothèse de l'intervention de sous-traitants, relèvera de pleins droits, d'une coordination SPS, conformément à la loi N° 93-1418 du 31/12/1993 et au décret N° 94-1159 du 26/12/1994.

L'installation des chantiers de l'entreprise bénéficiera des facilités suivantes données par le maître de l'ouvrage :

- des emplacements seront mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, dès que commencera à courir le délai contractuel d'exécution, pour des installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux, dans les conditions suivantes : les lieux doivent être remis en état en fin de travaux (avant expiration du délai d'exécution).

Les installations, matériels, fluides et énergie ci-après désignés seront à la disposition de l'entrepreneur pour l'exécution des travaux : eau, téléphone, électricité, aux conditions suivantes et aux frais de l'entrepreneur

Les installations suivantes seront réalisées par l'entrepreneur :

- l'installation, l'entretien et le démontage d'une baraque de chantier, chauffée, éclairée et munie de téléphone. L'aménagement comprendra :
- une salle de réunion équipée de tableaux d'affichage pour le planning, d'une grande table avec un nombre de chaises correspondant au nombre total des entreprises plus 6,
- l'installation des locaux sanitaires.

### **8-5-1 MESURES PARTICULIERES**

Les mesures particulières ci-après concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par le titulaire. Le chantier est soumis aux dispositions de la section I du décret N° 77-996 du 19 août 1977 concernant les plans d'hygiène et de sécurité.

### **8-5-2 SIGNALISATION**

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par l'entrepreneur et à ses frais, sous le contrôle du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre. Le projet de signalisation devra être soumis au Maître d'œuvre.

## **ARTICLE 9 – CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX**

## **9-1 ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX**

### **9-1-1 - ESSAIS ET CONTROLES**

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P. sont exécutés sur le chantier, par :

le maître d'œuvre, l'entreprise ou un organisme indépendant suivant les cas, en ce qui concerne les ouvrages ou parties d'ouvrages ci-après :

- les essais de compactage de la chaussée,
- les essais de compactage des tranchées,
- le contrôle du niveau de la chaussée et des réseaux.

Les dispositions du paragraphe 3 de l'article 24 du C.C.A.G. relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais.

Les résultats des essais exécutés par l'entreprise devront être remis au maître d'œuvre.

#### **9-1-2 - ESSAIS ET CONTROLES SUPPLEMENTAIRES**

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et des contrôles en sus de ceux définis par le marché:

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître de l'ouvrage.

#### **9-2 RECEPTION**

La réception ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 20 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure.

#### **9-3 PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGE**

Aucune stipulation particulière.

#### **9-4 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGE**

Sans objet.

#### **9-5 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION**

Les plans de récolement et autres documents à remettre par le titulaire au maître d'ouvrage comme indiqué à l'article 4-5 ci-dessus.

#### **9-6 DELAI DE GARANTIE**

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. Les stipulations applicables sont celles du C.C.A.G. travaux en vigueur.

#### **9-7 ASSURANCES**

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils sont titulaires:

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- d'une assurance garantie décennale.

#### **9-9 RESILIATION**

Les stipulations du C.C.A.G. sont seules applicables.

### **ARTICLE 10 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants des documents ci-après :

- C.C.A.G. : dérogation à l'article 2.51 apportée par l'article 1-5 du C.C.A.P.

Approuvé par le  
Maître d'Ouvrage

Lu et accepté  
(*mention manuscrite*)  
Par le titulaire soussigné.

A ....., le .....

A....., le .....